

Élections Législatives de Novembre 1958

Département de la Meuse - DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Liste d'Union Républicaine Populaire Indépendant Paysan d'Action Sociale, Familiale et Rurale

Faute d'avoir réformé à temps des institutions paralysées par des crises ministérielles, la France a traversé une crise grave. La présence de Pierre PFLIMLIN à la tête du gouvernement a évité que notre pays soit plongé dans la guerre civile. Elle a permis, dans la légalité, l'appel au général de GAULLE. Ce dernier peut ainsi jouer le rôle pour lequel il est irremplaçable : celui d'un arbitre.

Le général de GAULLE a voulu s'appuyer sur une large union. Il a repoussé l'offre des « ultras » d'extrême droite. Il a voulu s'entourer d'hommes au patriotisme éclairé et qui ont fait leur preuve dans la conduite des affaires publiques. Le 28 Septembre, huit français sur dix l'ont approuvé en disant « OUI » à la nouvelle Constitution. Cette union des « OUI » doit se traduire demain à l'Assemblée Nationale et au futur gouvernement pour faire face aux grandes tâches qui attendent la République nouvelle.

Nous ne sommes pas de ceux qui cherchent dans la vie publique des prétextes pour opposer des français à d'autres français. Notre vocation est d'unir tous ceux qui, attachés à la liberté et à la patrie, doivent s'atteler ensemble à l'œuvre commune.

Nous pensons que représenter le peuple est une chose grave, qu'il faut s'y préparer longuement et dignement.

Ce n'est ni une compétition sportive, ni une foire aux intérêts. Nous pensons que de longues années d'administration municipale y préparent utilement.

Nous n'entendons pas être les hommes des trottoirs ou des coins de rues, mais les hommes du travail et des dossiers sérieusement étudiés.

— **En Algérie**, il faut établir une paix française fondée sur la justice telle que l'a définie le général de GAULLE, politique basée sur la personnalité algérienne et son indissoluble association avec la métropole.

— **Outre-mer**, il s'agit de construire la Communauté des peuples libres, expérience sans précédent dans l'histoire et qu'il faut réussir, car il n'est pas, pour le monde libre, de danger plus redoutable que la mobilisation des jeunes nationalismes africains au service du communisme.

— **En Europe**, l'œuvre d'unification européenne à laquelle s'attache le nom de Robert SCHUMAN, doit être continuée et développée. Le marché commun qui entrera en vigueur le 1^{er} Janvier prochain offre à notre agriculture comme à notre industrie, les meilleures chances de progrès et de développement.

Plus que d'autres régions, en effet, la nôtre voisine de nos amis belges et luxembourgeois, doit bénéficier largement de la suppression des frontières économiques et devenir un actif lieu de passage des personnes et des biens d'une zone européanisée, faisant pendant à celle de l'important bassin de la RUHR. Nous sommes dans nos arrondissements de VERDUN et de MONTMEDY, au cœur même de cette future région agricole et industrielle.

— **Dans le domaine économique et social**, nous refusons le faux dilemme : récession ou inflation. Une politique d'expansion peut être poursuivie dans la stabilité des prix et de la monnaie. Elle est une des conditions du progrès social et familial. Au moment où certaines industries réduisent leurs horaires de travail, où les affaires se ralentissent, nous voulons :

- l'application d'une politique économique d'ensemble qui facilite le crédit, favorise les investissements et l'expansion régionale, l'habitat citadin et rural ;
- l'institution du salaire garanti pour les travailleurs privés d'emploi, l'aménagement des zones de salaire ;
- la revalorisation des allocations familiales et de l'allocation aux vieux ;
- la stabilité des prix agricoles permettant un niveau de vie décent aux agriculteurs et à leurs familles.

Demain comme hier, ce sont les députés qui voteront les lois sociales. Elles sont donc pour le moment entre vos mains. Puissent leur justice et leur efficacité arracher définitivement au communisme les travailleurs qui se détournent de lui.

Parce que vous refusez la dictature communiste et celle des « ultras » d'extrême droite ;

Parce que vous écartez l'étatisme socialiste et le conservatisme ;

Parce que vous voulez la liberté et la justice ;

Vous voterez pour une République forte au service de la Nation,

Vous voterez pour une République sociale au service de la Fraternité,

Vous voterez pour Maurice ROCHETTE et François GRANDPIERRE.

Candidats connus qui ont œuvré toute leur vie parmi vous.

VIVE DE GAULLE !

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

VIVE LA FRANCE !

LES CANDIDATS :

Maurice ROCHETTE

Concessionnaire Automobiles
Maire-Adjoint de VERDUN
Président départemental adjoint
de l'Union Départementale
des Associations Familiales
Vice-Président de la Chambre de Commerce
et d'Industrie de la Meuse
Président de la Société Anonyme d'H.L.M.
de Verdun, Thierville et Belleville
Ancien Conseiller de la République

François GRANDPIERRE

Agriculteur
Maire de Quincy-Landzécourt
Membre du Comité Directeur Meusien
du Parti Paysan
Expert-Agricole près les Tribunaux